

Messieurs,

L'association EURADA, qui regroupe les agences de développement de l'Union Européenne, nous a communiqué le plan d'action envisagé par la Commission dans le domaine des aides d'Etat.

Nous nous permettons de faire deux observations à la lumière de notre expérience du développement local depuis près de 40 ans :

- En ce qui concerne les aides sectorielles, il conviendrait de ne plus résonner par branche ou par secteur, mais plutôt par filière vu l'interpénétration de plus en plus étroite qui existe entre les différents acteurs d'un même ensemble. Un exemple tout à fait représentatif de cette situation nous est donné par la filière "Produits de la mer" : une intervention touchant les producteurs (réduction des quotas, par exemple) va avoir des conséquences importantes en aval sur les transformateurs et sur la commercialisation des produits, qui peuvent être beaucoup plus importantes en terme d'emplois que les conséquences dans ce domaine chez les producteurs.
- En matière d'aides de l'Etat, il faudrait prévoir que ce dernier puisse intervenir par anticipation à une récession ou une réduction forte d'activité dans une branche donnée pour limiter les conséquences négatives.

Je reste à votre disposition pour développer ces deux points.

Salutations.

Daniel FAUQUET
Secrétaire Général Adjoint du SYNDIVAL
3 bd du Bassin Napoléon
BP 778
62327 BOULOGNE/MER CEDEX
Tél. : 03 21 99 44 44
Fax : 03 21 99 44 45
E-mail : dfauquet@syndival.com